



PRÉFÈTE DE L'ALLIER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

ARRÊTÉ N° 2220 du 11 octobre 2024
fixant des prescriptions complémentaires à la société ZINQ AUVERGNE
sise sur la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule

La Préfète de l'Allier
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la décision d'exécution (UE) n°2022/2110 du 11 octobre 2022 (publiée le 04/11/2022) de la commission établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour les industries de transformation de métaux ferreux (FMP) ;

Vu les conclusions sur les MTD des BREF transversaux suivants :

-ECM : Aspects économiques et effets multi-milieux (ECM) / Juillet 2006

-EFS : Emissions dues au stockage (EFS) / Juillet 2006

-Efficacité énergétique (ENE) / Février 2009 ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 3 mars 2003, 15 juillet 2015 et 13 novembre 2023 autorisant la société ZINQ AUVERGNE à exploiter, sous certaines conditions, en zone industrielle Le Pont Panay, commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule, un établissement spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces métalliques, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le dossier de réexamen remis le 05 décembre 2023 concernant le réexamen FMP ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 août 2024 relatif à l'instruction du dossier de réexamen susvisé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société ZINQ AUVERGNE le 6 septembre 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société ZINQ AUVERGNE sur le projet d'arrêté dans le délai qui lui a été octroyé ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société ZINQ AUVERGNE a remis le dossier de réexamen requis en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement en décembre 2023 ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale exercée par la société ZINQ AUVERGNE sur son site de Saint-Pourçain-sur-Sioule est la rubrique n°3230 « Transformation des métaux ferreux : c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF FMP ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations de transformation des métaux ferreux (BREF FMP), ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 11 octobre 2022 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R.515-58 du code de l'environnement ? sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD ;

Considérant que l'exploitant a démontré dans son dossier de réexamen susvisé le respect des MTD applicables à son établissement, au plus tard fin 2025 pour certaines dispositions ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant que les prescriptions de l'autorisation d'exploiter délivrée à la société ZINQ AUVERGNE doivent être complétées, notamment pour fixer les échéances de respect de certaines MTD proposées par ladite société ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Allier ;

ARRÊTE

Article 1

Le chapitre 1.2.2 Réglementation IED de l'arrêté préfectoral 2761/2023 du 13 novembre 2023 est complété par les dispositions suivantes :

« Au plus tard le 31 décembre 2024, l'exploitant :

- ✓ identifie et estime les émissions des activités couvertes par le BREF FMP dans des conditions autres que normales (OTNOC) ; il intègre ces éléments dans son système de management environnemental,
- ✓ met en place une procédure de gestion des résidus des activités couvertes par le BREF FMP.

Au plus tard le 31 décembre 2025, l'exploitant ajoute dans son système de management environnemental les consommations d'énergie et d'eau des activités couvertes par le BREF FMP. »

Article 2

Au chapitre 2.2.1.2 Émissions diffuses de l'arrêté préfectoral 2761/2023 du 13 novembre 2023, il est ajouté les dispositions suivantes :

« Pour limiter l'évaporation d'acide au-dessus des bains de décapage, la circulation d'air à la surface des bains est réduite au minimum.

La température des bains d'acide chlorhydrique sera comprise entre 4 °C et 25 °C. Elle est mesurée journalièrement.

La concentration en acide de ces bains sera inférieure à 10 % en poids d'acide. Elle mesurée à chaque fois que de l'acide frais est ajouté dans les bains et à minima une fois tous les quinze jours. »

Article 3

Au second tableau du chapitre 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées de l'arrêté préfectoral 2761/2023 du 13 novembre 2023, il est ajouté la ligne suivante :

CO	Annuelle	oui	Annuelle
----	----------	-----	----------

Article 4

Les mots « Non concerné. » du chapitre 2.3.2 Surveillance des émissions diffuses de l'arrêté préfectoral 2761/2023 du 13 novembre 2023 sont remplacés par :

« La concentration en HCl au-dessus des bains de décapage acide est mesurée au moins une fois par an.

Article 5 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Pourçain-sur-Sioule pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Allier pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Allier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ZINQ AUVERGNE

Une copie en sera adressée au maire de Saint-Pourçain-sur-Sioule et à la sous-préfecture de l'arrondissement de Vichy.

Moulins, le 11 OCT. 2024
Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général

Olivier MAUREL

